

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.920

A moins de trois semaines de la visite de François Hollande

Forte tension sociale à La Réunion



Le 20 juin dernier devant la préfecture.

Avant la fin du mois, le président de la République sera en visite à La Réunion. À moins de trois semaines de sa venue, la situation sociale est explosive. Deux conflits sociaux à Giordano et à la CILAM se durcissent à cause de l'intransigeance patronale. Quant aux planteurs, ils commencent la coupe avec un grand sentiment d'inquiétude. Le président de la Chambre d'agriculture attend des réponses au sujet de l'avenir de la filière canne après 2017, date de la suppression du quota sucrier et du prix garanti.

Plus de 170.000 Réunionnais sont à la recherche d'un emploi, le taux de chômage est de 30%. La pression patronale sur les travailleurs qui ont un salaire est donc considérable. Elle peut se traduire par un refus du dialogue social tant que le patron pense que le rapport de forces est en sa faveur.

C'est ce qui se passe actuellement dans deux entreprises: Giordano et la CILAM.

Licenciements à Giordano

A Giordano, les travailleurs ont lancé la grève à cause de l'absence de réponse de la direction sur leurs interrogations après l'annonce de 18 licenciements. Ils craignent que cela soit le point de départ d'une délocalisation de la production. En visite à Maurice au mois de mai, un actionnaire important de Giordano avait exprimé sa volonté d'y implanter une usine de

chauffe-eau solaires pour lancer une technopole chez nos voisins. L'investissement pourrait s'élever à 10 millions d'euros. Selon nos confrères de Capital, ce patron a même dit que «à compter de ce mois, il nous faudra un minimum de quelques mois pour les transports et les transferts de machines. Nous pourrions être opérationnels avant la fin de l'année».

De 18, le nombre de licenciement est passé à 6, mais la direction ne veut plus rien céder. Les travailleurs ont

donc lancé hier l'occupation de l'entreprise. Ils luttent pour que leurs camarades puissent partir avec une indemnité plus importante.

Les salariés oubliés des profits à CILAM

A la CILAM, les travailleurs sont en grève depuis 9 jours pour une augmentation de salaire. Le mouvement est parti le jour de la publication d'un

article de presse soulignant les importants profits réalisés par la société, en particulier grâce aux aides publiques. La direction a réussi à créer une division entre les salariés, et elle a ameuté les éleveurs pour qu'ils essayent de faire céder le piquet de grève. Devant l'échec de ces manœuvres, les patrons de la CILAM ont saisi et obtenu de la justice la condamnation du piquet de grève. Lundi matin, des policiers ont évacué les grévistes. Ce mardi, ce sera la première réunion de conciliation animée par la Direction du travail. Le climat de tensions maintenu depuis 9

jours n'est pas là pour faciliter une discussion apaisée.

Dimanche, le président de la Chambre d'agriculture a montré l'inquiétude des planteurs. Au moment où la coupe commence, c'est l'incertitude sur ce qui se passera après 2017, quand le quota sucrier aura disparu. François Hollande est interpellé.

Depuis la visite de deux ministres à La Réunion, le climat social s'est bien dégradé dans notre île. A moins de trois semaines de la visite du président de la République, rien ne permet de penser à un recul de ces tensions.

CGT et FO protestent après de nouvelles concessions du gouvernement au patronat

Boycott de la seconde journée de la conférence sociale

La Confédération générale du travail (CGT) et Force ouvrière (FO) ont décidé de ne pas participer à la seconde journée de la conférence sociale, débutée ce lundi. Une décision commune inédite qui met à mal le gouvernement, dont le dialogue social était cher au président François Hollande afin de mener ses réformes.

Les concessions de Manuel Valls au patronat auront été la goutte d'eau faisant déborder le vase, pour les partenaires sociaux. En effet, les représentants des entreprises sont parvenus à avoir un recul du compte pénibilité et une simplification du code du Travail.

Le torchon brûle

Faute d'avoir eu de «clarification» de la part du président, suite à sa lettre, la direction de la CGT, premier syndicat de France, a décidé qu'elle ne participerait pas aux sept tables rondes prévues autour de 11 ministres, ni au discours de clôture de Manuel Valls mardi après-midi.

«Il y a des limites à ne pas franchir et elles ont été franchies. Après tous les cadeaux aux patrons, il faut remettre la responsabilité là où elle est», a indiqué une source de la CGT à l'Agence France Presse.

A contrario, Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, a annoncé qu'il participera à la réunion à huis clos avec François Hollande et les autres organisations syndicales (CFDT, CFTC,

CFE-CGC, FO) et patronales représentatives (Medef, UPA, CGPME). Il s'agit pour ce dernier d'un «acte républicain».

Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a accusé, dans Le Figaro, le Premier ministre, Manuel Valls, de «mépris» à l'égard des syndicats, ajoutant qu'il ne se sentirait «pas engagé» par la feuille de route gouvernementale qui doit sortir de la conférence sociale. Le dirigeant syndical a indiqué: «Quand le gouvernement parle sans cesse du dialogue social et, dans les faits, ne dialogue pas avec les syndicats, il est dans la posture. Manuel Valls a fait ses annonces à quelques jours de la conférence sociale sans nous prévenir avant».

Un climat extrêmement tendu

Dès l'annonce du pacte de responsabilité, les syndicats CGT et FO avaient fait part de leur opposition à ce texte, rebaptisé par eux en «pacte d'austérité». Précédemment alliée du gouvernement, la CFDT a très mal pris les récentes décisions de Manuel Valls. Le numéro un de la Confédération

française démocratique du travail (CFDT), Laurent Berger, a décidé de faire part au gouvernement de son mécontentement concernant «le report partiel du compte pénibilité» et demander que «les décrets qui vont mettre en place le compte pénibilité sortent très, très vite, pour qu'il n'y ait plus de remise en cause possible de nulle part».

Ce dernier devrait également «demander aujourd'hui des engagements fermes dans le dialogue social, des engagements pour le patronat, et nous jugerons sur pièce lors de la conférence sociale». Laurent Berger a aussi indiqué que les négociations sur le pacte de responsabilité étaient engagées dans «dix branches» professionnelles, ce qui «est trop peu, nous disons au patronat: Il faut aller plus loin».

Du côté du parti présidentiel, le secrétaire général du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a dénoncé, sur France-Info, le Medef, pour qui «la principale difficulté, c'est l'attitude du Medef, qui veut démolir le dialogue social [...] La négociation n'est pas dans la culture de monsieur Gattaz».

Céline Tabou

Édito

«L'Outre-mer, un atout considérable», pour qui?

Yves Jégo était en visite à La Réunion, le week-end dernier, et il a fait quelques déclarations qui méritent attention, lui, l'ancien ministre des Dom.

D'après l'éditorialiste du JIR, il aurait déclaré que «la métropole ne comprend pas combien l'Outre-Mer est un atout considérable.» De prime abord, voilà un discours qui aurait mérité quelques applaudissements. Venant de surcroît d'une personne qui a siégé au Médétom, cela met du baume au cœur de tous les résistants au parisianisme ambiant. Sauf qu'en regardant de plus près, son affirmation contraste avec la réalité: elle ne remet pas en cause le rapport colonial qui empêche le développement de La Réunion et prive nos jeunes de ces «considérables atouts».

En effet, depuis 350 ans, «la métropole» a parfaitement bien compris que l'outre-mer est «un atout considérable». La preuve: il suffit de lister le nom de tous les monopoles qui tirent profit de leur installation à La Réunion. Demandez à l'IEDOM de publier le haut de bilan de tous ces profiteurs qui péorent sur l'étroitesse du marché pour justifier leur refus d'investir les dividendes sur place. Pourquoi «la métropole» laisse faire, si tant est que ce terme pointe la responsabilité? Qu'attend-elle pour dire à ces prédateurs que ça suffit!

Notez que le marché de la consommation à La

Réunion sur une année tourne autour de 17 milliards d'euros! En tout cas, la «métropole» aura les pires difficultés à reprocher aux enseignes de la grande distribution de ne pas bien comprendre «les considérables atouts» réunionnais. Elles sont toutes-là et organisent leur expansion. Il y a mieux dans la finance: la productivité par actif employé est supérieure à La Réunion par rapport à la «métropole». Même pour le moindre poste de travail qui se crée localement, le Réunionnais souffre d'un monopole exogène.

Vu de «métropole», Yves Jégo interprète la situation dans le sens où il y a encore beaucoup de part de marché à gagner. En faveur des mêmes, évidemment, puisque le système est vicié depuis 350 ans. Le journaliste a extrait le passage suivant: «"Vous êtes au carrefour du monde qui vient, puisque la Chine, est aujourd'hui la première puissance économique mondiale. Vous avez la francophonie et dans 50 ans, le français sera la première langue parlée dans le monde grâce au développement de la population en Afrique. Vous avez l'océan et demain la mer sera la planète de rechange pour l'énergie, les matières premières, les médicaments, la nourriture."» Tout ça est vrai. A la condition que ces considérables atouts soient à la disposition des Réunionnaises et des Réunionnais.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Prisonnières de Boko Haram au Nigeria

Une soixantaine de femmes s'échappent

Une soixantaine de femmes et jeunes filles ont réussi à échapper d'un des endroits où la secte islamiste Boko Haram les retenaient. Ces dernières faisaient parti d'un groupe de 68 personnes enlevées par ce groupe extrémiste en juin dernier, lors d'attaques au nord-est du Nigeria.

Selon une source sécuritaire, ces filles ne font pas parties du groupe des 200 lycéennes enlevées à la mi-avril dans leur école, à Chibok. Ces femmes et filles auraient profité que leurs ravisseurs se soient absentés pour s'échapper vendredi soir dernier.

Elles ont été enlevées lors de plusieurs attaques dans la semaine du 16 juin dernier, dans le village de Kumabza, dans le district de Damboa, dans l'Etat de Borno. «Je viens de recevoir l'alerte, de la part de mes col-

lègues de la région de Damboa, qu'environ 63 des femmes et jeunes filles kidnappées ont pu rentrer chez elles», a expliqué à l'AFP un représentant des milices locales de l'Etat de Borno travaillant avec les forces gouvernementales.

"Elles ont eu ce geste courageux au moment où leurs ravisseurs se sont absentés pour mener une opération», a-t-il rajouté, dimanche 6 juillet devant la presse. La région nord-est du Nigeria est particulièrement visée par les

insurgés, notamment à Chibok, là où plus de 200 lycéennes ont été enlevées le 14 avril.

Dans le même district, Boko Haram aurait mené près d'une quinzaine d'attaques contre 19 villages, faisant plus de 200 morts, a rapporté le chef du conseil des anciens de Chibok, Pogu Bitru aux agences de presse.

Céline Tabou

Succession de grèves

Situation sociale très tendue en Afrique du Sud

Vingt ans après l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud, une vague d'investissements internationaux à l'origine de l'essor économique, après des années de sanctions et d'isolement, la «Nation arc-en-ciel» vit des heures très difficiles. Le dialogue social en panne met l'économie du pays en difficulté.

La grève dans les secteurs de la métallurgie et de la construction de plus de 200.000 ouvriers du syndicat de la métallurgie (National Union of Metalworkers of South Africa (NUMSA)) a commencé, mardi dernier, quelques jours après la levée du mot d'ordre de grève de cinq mois dans le secteur du platine.

NUMSA a rejeté une offre de hausse salariale et les autorités ont fait part d'éruptions «graves» de violence avec les émeutes initiées par les grévistes dans plusieurs parties du pays, malgré l'appel lancé aux employeurs et aux syndicats à travailler ensemble afin de parvenir à un règlement rapide et à l'amiabilité de la situation.

Les agences de notation veillent

L'agence de notation Moody's a prévenu que la grève pourrait faire plonger la note du pays. «La faiblesse continue des investissements, des

exportations et de la croissance globale poseront de graves défis aux efforts du gouvernement pour maîtriser son déficit budgétaire et stabiliser le service de sa dette, une note négative pour ce pays économiquement affectée», a déclaré Moody's dans un communiqué.

Autre fait inquiétant, le géant américain de l'automobile, General Motors a annoncé, vendredi, la suspension de la production dans sa principale usine de montage d'Afrique du Sud à Port Elizabeth après que la grève a affecté ses fournisseurs de composants.

Retournement intéressant des choses, cette lutte dans le monde du travail est en passe d'être de plus en plus politisée alors que le Syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers (NUM)) se prépare à en découdre avec les rebelles de NUMSA. Les deux syndicats sont affiliés à la Confédération des syndicats sud-africains (COSATU).

NUMSA risque l'expulsion de la COSATU pour n'avoir pas soutenu le Congrès national africain (ANC) lors

des dernières élections générales.

Divisions syndicales

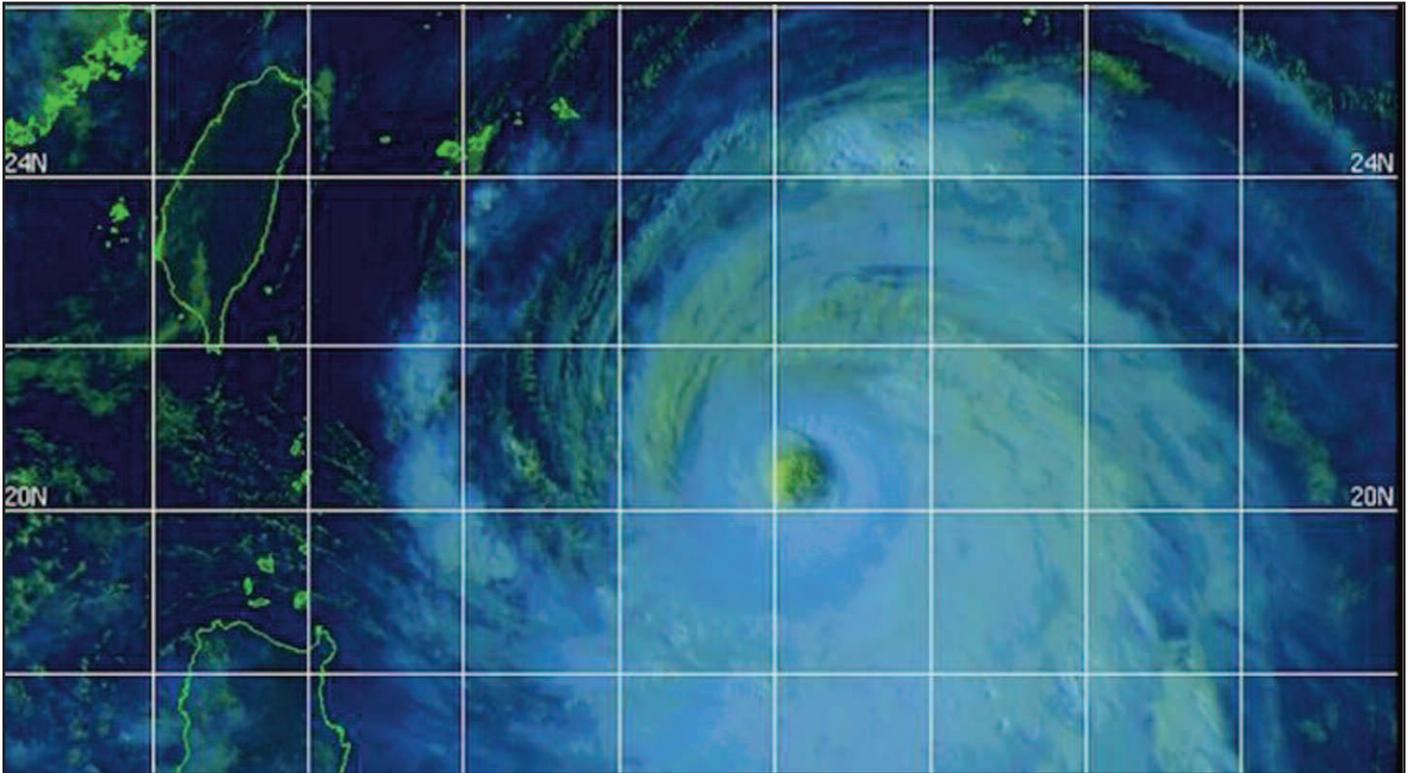
Le Secrétaire général de NUMSA, Frans Baleni, a, pour sa part, mis en garde contre une éventuelle sortie de la COSATU du fait de cette querelle. Avec plus de 330 000 membres, NUMSA est le plus important syndicat affilié à la COSATU et son expulsion serait un coup dur pour la Confédération.

Un parti politique récemment créé (EFF), Economic Freedom Fighters, qui a terminé troisième aux élections générales de mai, a fait savoir qu'il n'avait pas de problème à travailler avec NUMSA étant donné que tous les deux se battent pour la même cause. Pendant que ces acteurs rivalisent pour renforcer leur influence politique, la véritable victime est l'économie sud-africaine, qui continue de patauger en dépit de perspectives économiques globales plus favorables.

Changement climatique

Un typhon se dirige vers le Japon

Un très violent typhon baptisé Neoguri est en train de se diriger vers les îles de l'extrême-sud du Japon, avec des pointes de vent à 260 km/h, a annoncé l'agence météorologique japonaise qui a lancé une mise en garde.



Le typhon Neoguri approche des côtes du Japon, l'alerte est déclenchée.

Ce phénomène pourrait être l'un des plus violents intempéries depuis plusieurs décennies et devrait toucher l'île d'Okinawa mardi matin. D'autres îles sont également menacées, avec cependant des vents et pluies moins violents.

«Une violence quasi inédite»

En prévision de ces vents très violents et des pluies torrentielles, l'agence météorologique japonaise a recommandé aux habitants d'Okinawa de rester chez eux et d'éviter les déplacements non indispensables, a cité l'Agence France Presse. Selon un responsable de l'agence, cité par cette dernière, le typhon «pourrait atteindre une violence quasi inédite». «Soyez prêts à l'évacuation», a-t-il averti. Confronté à d'importants phénomènes climatiques extrêmes, le Japon vit depuis quelques années en fon-

ction de ces phénomènes. Les plus ravageurs auront été le séisme et le tsunami à Fukushima, en 2011. Cette fois, le gouvernement préfère prévenir que guérir.

«Je demande aux autorités municipales de ne pas hésiter à lancer des ordres d'évacuation et de ne pas avoir peur d'un excès de prudence», a déclaré Keiji Furuya, ministre chargé de la gestion des désastres, lors d'une réunion du gouvernement. De nombreux cités du sud de l'archipel, dont Okinawa, sont arrosées de pluies très fortes (80 mm/heure) et dans d'autres, les précipitations s'accroissent, notamment dans l'île de Kyushu où des glissements de terrain sont à redouter.

Alerte lancée

Le typhon pourrait se transformer en dépression avant d'atteindre l'île centrale de Honshu où se trouvent les

mégapoles de Osaka (ouest), Nagoya (centre) et Tokyo (est), ce qui pourrait éviter des dégâts économiques et commerciaux plus importants pour le pays.

«C'est le plus violent typhon annoncé sur l'île d'Okinawa en 15 ans. Nous nous attendons à ce qu'il arrive d'ici à mardi matin», a déclaré James Hecker, commandant américain de la base militaire de Kadena, la plus importante de l'armée de l'air américaine à Okinawa. La base a d'ailleurs commencé à évacuer ses avions dès dimanche.

L'agence météorologique japonaise a lancé lundi soir une alerte maximale en prévision de l'arrivée du typhon Neoguri, qui signifie «raton laveur» en coréen. L'alerte maximale est déclenchée en cas de risque de pertes humaines et de dégâts massifs.

Céline Tabou



Réfugiés cherchent asile au Kurdistan irakien (Photo Louise Redvers/IRIN)

Des milliers de réfugiés fuient vers le Nord Ouest de l'Irak

L'avancée de l'EIIL aggrave la situation humanitaire dans le Kurdistan irakien

Alors que les combats se multiplient entre les insurgés islamistes et les forces gouvernementales en Irak, les organisations humanitaires bataillent pour venir en aide aux centaines de milliers de personnes déplacées par les violences. Les politiques ambiguës du gouvernement, le manque de fonds et l'afflux d'acteurs humanitaires ne facilitent pas forcément la tâche. Extraits d'un reportage d'Irinews:

À Erbil, capitale de la région semi-autonome du Kurdistan, au nord du pays, les hôtels sont encombrés de familles, certaines dormant jusqu'à dix dans une seule chambre. Celles qui n'ont pas le luxe de disposer d'économies dorment dans des parcs, des bâtiments en construction, des mosquées ou des églises.

Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a mis sur pied, avec l'aide d'organisations humanitaires, plusieurs camps de tentes près des postes de contrôle qui ponctuent la frontière entre le Kurdistan et le reste de l'Irak. Jusqu'à présent, seulement quelques milliers de personnes s'y sont cependant arrêtées. La plupart préfèrent fuir la poussière et la chaleur du désert et poursuivre leur route jusqu'à une zone urbaine.

Les différentes strates de la crise

Selon les statistiques compilées conjointement par les Nations Unies et le ministère irakien des Migrations et des Déplacements et publiées le 24 juin, la recrudescence de la violence en Irak a fait plus de 1,2 million de déplacés depuis le mois de janvier. Sur les 18 gouvernorats irakiens, 13 accueillent maintenant des PDIP. Près de la moitié est dispersée dans la province d'Anbar, dans l'ouest du pays, où les extrémistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et d'autres mouvements combattent contre les forces gouvernementales depuis janvier, faisant entre 480 000 et 700 000

déplacés en six mois (les chiffres demeurent flous).

Depuis que l'EIIL et d'autres extrémistes ont pris le contrôle de Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak, le 9 juin, une nouvelle vague de près de 500 000 PDIP est venue gonfler le nombre de déplacés.

«Cette crise est très inquiétante, car elle évolue très vite», a dit Sheri Ritsema-Anderson, spécialiste des affaires humanitaires du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) basée à Erbil. «Chaque jour, littéralement, de nouveaux combats éclatent et des personnes sont déplacées.»

Le GRK hébergeait déjà plus de 220 000 réfugiés syriens.

«Il y avait déjà une strate de réfugiés et maintenant les déplacés constituent une nouvelle strate», a dit Mme

Ritsema-Anderson. «Il existe plusieurs strates de PDIP ici en Irak, dont certaines remontent à dix ans, voire plus. Elles sont réparties dans tout le pays et sont extrêmement complexes.»

Les agences des Nations Unies et les ONG distribuent de grandes quantités d'aide alimentaire, de tentes, de couvertures et de matelas à la population dans tout le Kurdistan et dans certaines zones de la province de Nineveh, à laquelle appartient Mossoul. Dans les camps, elles construisent des latrines et des réservoirs d'eau et offrent des soins de santé aux personnes blessées par les bombes, aux femmes enceintes et aux personnes touchées par des maladies chroniques. Khazair, par exemple, qui est le principal camp à la frontière entre les provinces d'Erbil et de Nineveh, est en train d'être déplacé avec plus de 1 000 PDIP. Or, les travaux de préparation du nouveau site prendront plusieurs semaines et, pendant ce temps, le camp actuel ne fera l'objet d'aucune amélioration en matière d'assainissement ou autre, pourtant nécessaire. Un travailleur humanitaire européen basé en Irak depuis près de trois ans a déclaré en plaisantant que c'était l'afflux de personnel humanitaire au Kurdistan – et non l'afflux de PDIP – qui posait des problèmes.

Statut ambigu

Contrairement aux réfugiés syriens, qui sont enregistrés dans une base de données centrale et sont autorisés à travailler, le statut juridique des PDIP nouvellement arrivées est moins clair, même si ce sont des citoyens irakiens. Le GRK gère sa frontière avec le reste de l'Irak avec beaucoup de prudence et tous les Irakiens non kurdes sont soumis à des contrôles de sécurité stricts avant d'être autorisés à entrer sur le territoire kurde.

En l'absence de parrain kurde ou d'autres conditions similaires exigibles pour des raisons de sécurité, l'entrée au Kurdistan n'est pas toujours autorisée. Ceux qui obtiennent un droit d'entrée reçoivent soit un visa de touriste, soit un permis de résidence temporaire.

Ceux-ci ont une durée de 7 à 20 jours et il n'existe pas de règle fixe déterminant où et quand ils peuvent être renouvelés. Les travailleurs humanitaires ont fait appel à une clarification de ces formalités.

«Ils sont censés retourner au poste-frontière par lequel ils sont entrés,

mais en raison de leurs ressources limitées et d'autres difficultés, de nombreuses familles ne peuvent pas se permettre de faire le voyage», a dit Jahangir Durrani, chargé de protection pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). «Le GRK a clairement durci les conditions d'accès», a dit un employé des Nations Unies qui a souhaité garder l'anonymat. «Il paraît que 70 pour cent des personnes venues au Kurdistan ces dernières semaines sont rentrées chez elles parce qu'elles n'ont pas les moyens de rester ici, mais à dire vrai, nous ignorons le chiffre réel.»

Manque de fonds

Les difficultés du GRK sont également financières. Les dépenses sont gelées jusqu'à ce que le budget irakien pour 2014 soit adopté par le Parlement, ce qui ne se produira pas tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas formé. Étant donné le niveau de détérioration de la situation sécuritaire et les pressions en faveur d'un change-

ment de direction, cela pourrait prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

«Cela fait cinq mois que nous n'avons pas pu payer les salaires des fonctionnaires au Kurdistan et maintenant nous devons trouver des fonds pour construire des camps et aider ces gens», a ajouté l'adjoint au ministre. «Il est urgent que nous recevions de l'aide de la communauté internationale.»

En mars, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (UNAMI) a lancé un appel de 103 millions de dollars pour venir en aide aux personnes déplacées d'Anbar. Trois mois plus tard, à peine dix pour cent de ce montant ont été collectés. Si l'offensive de l'EIL (et la contre-attaque des forces de sécurité irakiennes) a été le déclencheur de l'exode de masse provenant de Fallujah et Ramadi en janvier, l'avancée du groupe djihadiste dans le centre de l'Irak a reçu bien plus d'attention de la part des médias que ses activités à Anbar.

Source Irinnews

Vers un référendum sur l'indépendance

En Irak, les Kurdes sont prêts à organiser un référendum d'indépendance. Cette décision ne sera pas sans effet sur les autres Etats de la région, car les Kurdes vivent en Turauie, en Syrie et en Irak, ils aspirent à la création d'un Etat rassemblant les régions de population kurde, créé par le Traité de Sevres en 1920 et remis en cause par le Traité de Lausanne en 1923. Cet article de RFI donne des éléments sur cette importante actualité.

En Irak, la prise de contrôle d'une large portion du territoire par l'Etat islamique et ses alliés relance la revendication d'indépendance des Kurdes irakiens. Ils disposent déjà d'un territoire autonome, dans le nord du pays. Mais le président de la région Massoud Barzani a demandé ce jeudi 3 juillet l'organisation d'un référendum d'indépendance.

Pour les Kurdes irakiens, il y a un avant et un après juin 2014. Lorsque les jihadistes ont réalisé leur spectaculaire percée le mois dernier, l'armée nationale irakienne a reculé, mais pas les Peshmergas, la force armée du Kurdistan autonome. Les Peshmergas ont tenu leur territoire et ils ont même étendu leur zone de contrôle, jusqu'à Kirkouk, cette ville riche en pétrole, revendiquée par les Kurdes, mais

que Bagdad refusait jusque-là de leur céder.

Le président du Kurdistan autonome Massoud Barzani martèle que Kirkouk restera dans le giron kurde. Et ce jeudi, devant son Parlement régional, il a demandé l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Kurdistan. Aucune date n'est évoquée pour l'instant, mais les Kurdes relancent clairement leur marche vers l'indépendance, au moment même où l'Irak apparaît menacé d'implosion.

La perspective d'un Kurdistan indépendant concerne toute la région, avec des conséquences possibles sur les autres pays où vivent des communautés kurdes, la Turquie, la Syrie et l'Iran.

(Source RFI)

Otè!

In zong verni rouj po di a moin moin lé pa Fransé!

Moin la pas mon sertifika détud an sizièm, pars moin la pa rantr fin détud, é po pas lo gran sertifika i falé avoir 14 zan (lo ti sertifika té po rant o kolèz).

Moin la fine aprann dann liv in kamarad lé dan la klas légzamin URSS=Union dé Républik Socialis Soviétik; mé, bayoun i ariv an Fransé, i di ékri in tèks; mi koné pi si kosa; dawar rakont in souvenir; a oui mi rapèl la di rakont in film sinéma ou la fine alé war; or moin té sar pa souvan sinéma, sé ki fo péyé; larzan i koul pa a flo; kan oui giny asèt in ti korné pistas ou lé kontan, plipar tan ti vèy lantrak, ti glis dann poulayé-i vé dir promié ran dvan-pli fasil fofil la, ké mont balkon!

Donk mi rapèl moin té fine war «Titanik», an noir é blan.

Mi ékri: «dimanche, je me suis allé en ville pour regarder in film...»

Oté baya, rézman navé inn sirveyant la ék son zoli zong verni rouj, la pas in tré sou lo mo «me», po fé konprann a moin anlèw so mo «me»; i di pa an Fransé «je me suis allé», i di « je suis allé» simploman.

Bon, an kréol, i di «moin la parti», i korespon an Fransé: «j'ai parti»; la non pli lé pa bon puisk i fo dir: «je suis parti»

Vo mié po in kréol konm nou réyoné aprann langlé; konm sa: «I have started», an anglé sé égzaktoman konm nou «moin la parti» (verb avoir!!!)

moin té i inm langlé pars par égzanp: «I listen to you= je écoute à vous», konm an kréol: mi ékout a ou.

San konté mi rogard a ou (I look at you); mi atann a ou (I wait for you=mi atann po ou).

Lé prépozision a, po...lé pu la kan oui di diréktoman: je t'écoute, je te regarde ou je t'attends!

Mi préfèr mon kréol alor!

In zong verni rouj po di a moin moin lé pa Fransé!

Justin